

Introduction

1. Renaissantismes linguistiques et débats idéologiques

L'objectif du présent numéro de *Lengas* est d'explorer les débats idéologiques, ou conflits, dans les renaissantismes linguistiques – un sujet que les lecteurs ayant une connaissance même superficielle du domaine d'oc connaissent bien, mais qui demeure largement ignoré de la recherche en sociolinguistique. Ceci tient peut-être au fait que l'on considère généralement comme acquise la sympathie du (de la) sociolinguiste pour les langues minoritaires ; par conséquent, le conflit est conçu plus comme un problème à résoudre en vue du bien commun, le sauvetage de la langue (Kroskrity 2009), que comme un terrain de recherche pouvant livrer des éléments de compréhension de la situation conflictuelle.

Si les renaissantismes linguistiques sont de plus en plus étudiés et analysés (actuellement, sous le nom de « revitalisation linguistique »), les aspects conflictuels qui les traversent sont donc souvent effacés ou minimisés. Ce numéro entend, en partie, remédier à cela, en proposant six études de conflits idéologiques au sujet de questions linguistiques, en Provence, en Corse, en Pays Valencien, et au Costa Rica, à partir de points de vue sociolinguistiques, anthropologiques et sociologiques. Trois de ces études concernent la Provence, entité historique et géographique floue et précisément pour cela disponible pour des mises en discours diverses et potentiellement concurrentes. Ces études posent toutes les questions suivantes : pourquoi ces conflits ? Que recouvrent-ils ? Quels positionnements cherchent-ils à articuler ? Pourquoi ont-ils eu lieu au moment où ils prennent justement place ? En d'autres termes, que nous disent-ils d'une société à un moment donné ?

Nous ne sommes ni des arbitres, et il ne s'agit pas même de chercher à apaiser des situations tendues. Nous abordons le conflit comme un terrain d'étude pour comprendre les enjeux sociaux qui, c'est l'hypothèse centrale de ce numéro, s'expriment à travers les débats sur les questions langagières. Les conflits orthographiques, glossonymiques et territoriaux qui traversent la Renaissance d'oc depuis son origine officielle en 1854 jusqu'à nos jours ne traitent que marginalement de langue, mais permettent à plusieurs types d'acteurs sociaux d'articuler des positionnements sociaux, de mettre en avant certains intérêts plutôt que d'autres, de circonscrire des groupes en définissant qui a le droit d'en faire partie, et qui en est exclu. Ces positionnements mobilisent des idéologies linguistiques au sens où l'entend Alexandra Jaffe – des processus collectifs et structurants qui renvoient à :

- des croyances souvent inconscientes, concernant ce qui définit une langue comme langue (ses critères fondamentaux) ;
- des notions collectives sur le bon/mauvais usage, à l'oral ou à l'écrit, par rapport à des genres et des registres de discours particuliers à des cultures différentes ;
- des idées/convictions sur les critères linguistiques liées à des attributs sociaux, individuels ou collectifs, tels que la légitimité, l'autorité, l'authenticité, la citoyenneté – aussi bien que des traits comme la générosité, l'honnêteté, etc. –, c'est-à-dire le lien entre le bon/mauvais usage et le bon/mauvais comportement ;
- des convictions – voire des certitudes – concernant le lien (culturel ou politique) entre langue et identité, touchant à tous les niveaux, de l'identité personnelle à la citoyenneté nationale ou supranationale (Jaffe 2008, 517-518).

L'ouvrage intitulé *Language Ideological Debates*, paru en 1999 sous la direction de Jan Blommaert, a montré à quel point il pouvait être productif d'aborder les questions idéologiques autour des langues à travers les débats. Ces débats font affleurer un travail idéologique sous-jacent, et font partie de processus sociopolitiques plus vastes (Blommaert 1999, 2). Leur étude doit à ce titre permettre de mieux comprendre non seulement le rôle du langage dans ces conflits, mais aussi pourquoi le langage est ainsi mis en scène, et bien sûr la nature réelle des antagonismes, au-delà des questions de langage.

Pour Blommaert, il faut considérer les débats comme des moments discursifs et textuels qui résultent dans la production d'autres textes qui peuvent être empruntés, cités, vulgarisés. Ce sont

des moments de formation et de transformation textuelle, au cours desquels des points de vue minoritaires peuvent être transformés en points de vue majoritaires et vice versa, au cours desquels des discours spécifiques à certains groupes peuvent être incorporés dans un texte plus large, et pour lesquels plusieurs dispositifs discursifs sont mobilisés (styles, genres, arguments, manifestations d'autorité), et au cours desquels des alliances sociopolitiques sont formées ou transformées dans le discours (Blommaert 1999, 10, notre traduction).

La Provence est à ce titre un eldorado conflictuel. Elle est en effet traversée par une multitude de débats au sujet de la langue régionale (voir plus bas), qui permettent à des militants, des responsables politiques, des institutions politiques, sans oublier des universitaires, d'articuler une infinie variété de discours qui sont autant de prises de position, de marquages de territoires et de chemins détournés pour exprimer des points de vue sur la région et le monde tel qu'ils étaient, sont, seront ou devraient être. Pour cette raison, les coordinateurs de ce numéro espèrent que l'importance accordée ici à la Provence intéressera au-delà des seuls spécialistes de cette région. À travers la Provence, mais aussi la Corse, le Pays Valencien et le Costa Rica, c'est d'un processus global dont nous parlons – la multiplication de mouvements sociaux prenant les langues comme centre principal apparent de leurs revendications.

Puisqu'il faut bien commencer par un angle particulier, nous partons de l'observation d'une apparente contradiction entre la volonté affichée par des militants ou dans le cas de la Corse d'une institution politique de « sauver une langue », et l'idée que ce sauvetage ne peut avoir lieu, ou ne vaut la peine, que sous certaines conditions : en général, que les partisans d'un autre point de vue sur la langue n'imposent pas leur propre vision de la langue et de ce qu'elle devrait être. À choisir, pour certains, il vaudrait même mieux que la langue en question cessât complètement d'être parlée plutôt que d'assister au triomphe d'idées adverses, qui se manifeste souvent sous la forme d'une forme linguistique honnie, qu'elle soit orthographique, prosodique ou autre.

Les raisons de ce rejet peuvent être multiples. Deux exemples parmi d'autres : la forme linguistique refusée est illégitime car associée avec la modernité, l'urbanité – ou à l'inverse, elle peut être au contraire vue comme trop proche d'une ruralité trop marquée. Autre cas de figure : elle est jugée impure car trop sujette au contact avec la langue dominante, ou marquée par le mauvais type de contact. Par exemple, il n'est pas rare qu'une influence sur le lexique soit vue comme un signe d'authenticité, alors qu'une influence de la langue dominante sur la syntaxe ou la phonétique de la langue dominée est perçue comme étant à rejeter. Ainsi pour le sociolinguiste Philippe Blanchet :

On notera surtout une différence entre le provençal des conversations spontanées des locuteurs « naturels » et celui des activistes, enseignants, écrivains, présentateurs à la télévision etc. qui l'ont parfois appris volontairement et plus ou moins artificiellement. Les locuteurs « naturels » utilisent davantage de mots empruntés au français mais ont une syntaxe et une stylistique typiquement

provençales. Les locuteurs volontaires ont un vocabulaire « épuré » (parfois au point d'utiliser des formes curieuses) mais une syntaxe et une stylistique influencées par le français normatif (parfois calquées mot à mot). Les seconds se recrutent heureusement parfois parmi les premiers ! (Blanchet 1999: 22)

Dans les mouvements renaissantistes, ça n'est donc pas n'importe quelle langue qu'il faut sauver ; pas seulement « l'occitan », « le provençal » ou « le malecu » mais *un* occitan, *un* provençal ou *un* malecu particulier. Naturellement, la catégorisation de telle ou telle variété de langue comme « bonne » ou « légitime » ne dépend pas de propriétés intrinsèques à un parler donné ; celle-ci dépend de critères de légitimation qui ont peu à voir avec la linguistique, et beaucoup à voir avec la sociologie des usages langagiers. En d'autres termes, cela dépend de qui promeut quelle forme, dans quel contexte, et pour quels usages. Il existe un véritable marché des représentations de la langue minoritaire, sur lequel différents points de vue représentant divers types d'intérêts s'échangent et sont en compétition. C'est d'autant plus vrai quand la langue cesse graduellement d'être parlée sous la forme que lui ont donné les dictionnaires et les grammaires du passé. Diverses catégories, en particulier les termes utilisés pour désigner la langue, deviennent alors disponibles sur ce marché. Ils sont alors d'autant plus susceptibles d'être investis de sens nouveaux. Les figures traditionnelles qui incarnaient l'autorité linguistique disparues, cette autorité devient tout aussi disponible sur le marché, et devient un nouvel enjeu de pouvoir et de lutte, sous une forme renouvelée. Les débats sur les questions orthographiques, glossonymiques ou sur les limites de langues sont donc la face discursive de luttes de classements au sens de Bourdieu : « luttes pour le pouvoir du monopole du pouvoir de faire voir et de faire croire, de faire connaître et de faire reconnaître, d'imposer les divisions légitimes du monde social et, par là, *de faire et défaire les groupes* » (Bourdieu 1980, 85 italiques dans l'original).

2. Brève genèse du dossier et questions de recherche

L'intention qui préside à ce numéro n'est donc en rien de chercher à convaincre un camp ou un autre, mais de proposer des interprétations des événements, en allant au-delà des représentations apparentes que l'on peut recueillir dans les écrits ou par des entretiens, et de les mettre en relation avec ce qui nous est apparu comme des contextes similaires, à divers titres, ailleurs en Europe et au-delà.

Le cas provençal est, nous l'avons dit, emblématique des tensions, débats et conflits concernant les langues dites minoritaires. Actuellement, la ligne de fracture principale concerne le statut de langue ou de dialecte du provençal. Une première option consiste à voir dans le provençal un dialecte de la langue d'oc ou langue occitane ; la seconde estime qu'au contraire le provençal est une langue à part entière, appartenant à une famille des langues d'oc. La science sert de garantie pour les deux positions. Pour les premiers, la linguistique permettrait d'établir un système qui engloberait l'ensemble des dialectes actuels de la langue d'oc ainsi que d'ailleurs le catalan (voir Kremnitz 2007 ; Sumien 2006, 2009). En outre, pour les tenants du provençal comme dialecte d'oc, le séparatisme linguistique serait une manifestation de la situation de diglossie qui existe en pays d'oc depuis plusieurs siècles. Les seconds estiment qu'il faut se fonder sur les représentations sociolinguistiques des locuteurs pour délimiter les langues. Ils pensent que provençal et languedocien, pour ne prendre que cet exemple, seraient deux langues bien distinctes pour des raisons historiques et culturelles (Bayle 1982 ; Blanchet 1985, 1992, 2002). Ainsi, pour ce courant, l'idée d'une langue unique au sud de la France relèverait d'une volonté d'hégémonie culturelle languedocienne, et de la volonté d'imposer en Provence des valeurs culturelles construites comme étrangères.

Ces débats subsument en partie le conflit orthographique qui oppose une graphie dite phonétique, moderne ou mistralienne, élaborée au 19^e siècle par un groupe d'écrivains donc Frédéric Mistral (Prix Nobel de littérature 1904, ce qui confère à son œuvre une archi-légitimité), à un système dit occitan ou classique. Ce dernier, élaboré au cours du 20^e siècle, s'appuie sur la koïnè des Troubadours (autre instance archi-légitimatrice) et sur la langue administrative des 14^e et 15^e siècles – avant que ne s'installe un rapport diglossique avec le français. Les tenants du provençal comme langue distincte emploient exclusivement la première, les partisans du provençal comme dialecte d'oc utilisent l'une ou l'autre selon leur sensibilité militante et leur affiliation au Félibrige ou à l'Institut d'Etudes Occitanes.

Les tensions sont aujourd'hui à leur comble, au point qu'il paraît difficile pour un acteur institutionnel d'utiliser un écrit public dans la langue régionale, et donc de faire un choix orthographique, sans susciter au mieux de la désapprobation ou de la méfiance, au pire une campagne médiatique. De même, tout chercheur qui ose se pencher sur ce terrain afin d'en dégager des analyses scientifiques est sommé de prendre parti pour tel ou tel « camp », tout en courant le risque, quel que soit son engagement ou sa posture de retrait, d'être taxé de partialité, de complicité, voire de trahison.

C'est justement cette assignation à être ou partisan ou traître qui nous a incités à proposer ce dossier. Il procède en fait d'une rencontre déjà ancienne entre les coordinateurs de ce numéro. Ce premier contact, et ce rappel est tout sauf anecdotique tant il illustre les tensions en Provence, n'avait cependant rien de scientifique ni même de collaboratif, au contraire. En 2004, une rencontre prit place entre l'Institut d'Etudes Occitanes des Bouches-du-Rhône (IEO 13) et la direction de Radio France Provence (aujourd'hui France Bleu Provence) concernant la question de la programmation d'émissions en langue d'oc à l'antenne, prévue par la loi. La direction refusait d'intégrer la langue à sa programmation au motif que la station respectait déjà la loi et proposait chaque jour une chronique intitulée « Dites-le en marseillais », présentée par M. Gasquet-Cyrus. En outre, il faut mentionner que ce dernier, personnage public en Provence, était représenté dans l'imaginaire occitaniste comme refusant de s'engager pleinement dans la bataille de la reconnaissance légale de la langue. En réponse, J. Costa s'engagea auprès de l'IEO pour organiser une manifestation pour exiger une présence plus importante de la langue d'oc à l'antenne. L'affaire se solda par le maintien du *statu quo*, et par une interview radiophonique de J. Costa par M. Gasquet-Cyrus. Par la suite, nos deux positions ont été construites par le mouvement linguistique en Provence comme relevant de deux logiques antagonistes, provençalo-circonsrite (pour reprendre le terme de Dossetto, ce volume) pour M. Gasquet-Cyrus, occitaniste pour J. Costa. Il a fallu des années pour parvenir à la levée de malentendus et à une rencontre plus apaisée, qui a fini par prendre la forme de projets scientifiques communs. La publication de ce dossier dans la revue *Lengas* marque en ce sens un jalon dans un travail collectif engagé depuis 2010 et qui a déjà produit plusieurs résultats (par exemple Costa 2011; Costa & Gasquet-Cyrus à paraître).

On objectera plusieurs arguments à ce projet. D'une part, il est – justement – difficile de ne pas paraître engagé, quels que soient les efforts de distanciation entrepris, et il serait tentant de comprendre ce dossier comme une somme d'articles partisans. On se tromperait en cela lourdement, et chacune des contributions explicite et pèse très consciencieusement l'engagement de son auteur-e¹. D'autre part, on nous opposera qu'un tel travail est une perte de temps, et que les conflits que nous analysons ou que nous mettons en évidence ne servent qu'à reproduire la situation diglossique et à favoriser, *in fine*, la progression des langues dominantes impliquées, français (en Provence et en Corse) ou espagnol (à Valence et au Costa Rica). À ce titre, il faudrait combattre les irrédentismes comme de simples facteurs de

¹Il est d'ores et déjà entendu que la publication de certains textes risquent d'avoir des conséquences sur les relations que les auteur-e-s entretiennent avec leurs terrains respectifs. En ce sens, ils constituent une vraie prise de risque.

retard dans la mise en œuvre de politiques linguistiques visant le rétablissement de la langue cible.

Cette dernière position nous semble intenable. D'une part parce que les langues sont des constructions historiques, et que la langue à sauver est elle-même une construction qui répond à des intérêts particuliers, historiquement et socialement situés². Il n'est donc ni de vrai ni de faux. Il est par contre du désirable ou de l'indésirable, selon les points de vue. Il est donc tout à fait légitime d'opter pour une proposition ou une autre selon des critères propres, mais le rejet pur et simple de l'option adverse, sans chercher à la comprendre dans ses fondements sociologiques, anthropologiques ou sociolinguistiques ne peut en aucun cas servir de fondement sérieux à une discussion qui transcenderait les intérêts particuliers. Par ailleurs, cette option efface la possibilité de concevoir que dans les renaissances, la langue n'est peut-être qu'une expression de dynamiques sociales plus profondes qu'il revient à l'analyste de mettre en évidence dans le but de fournir aux acteurs sociaux les outils de leur propre réflexion.

Les auteurs de ce dossier adoptent par conséquent une position critique, centrée sur les enjeux sociaux à l'œuvre plutôt que sur la quête d'une vérité à imposer. Il s'agit de proposer un sens à ce qui en apparence n'en a pas, dans le but de s'émanciper d'une dichotomie vrai / faux – qui reste la préoccupation d'une partie importante de la sociolinguistique du domaine provençal. La plupart des travaux actuels se fondent en effet d'une part sur la croyance dans les atlas linguistiques et d'autre part sur le statut apparemment indépassable de certaines affirmations de locuteurs pour déterminer ce qu'est ou doit être le provençal. Mais ils ne s'intéressent que peu aux enjeux pour ces mêmes locuteurs. Or une approche qui vise la production d'une interprétation de processus sociolinguistiques ne peut en aucun cas se contenter d'accepter comme « vraies » les représentations des acteurs sociaux sur le terrain, en leur conférant un statut de vérité incontestable. Comme le rappelait Jean-Pierre Cavaillé en 2008,

[...] la sociolinguistique ne consiste pas [...] à considérer comme une donnée scientifique les représentations que les locuteurs se font de leurs propres langues, ou plutôt en l'occurrence les représentations conformes à la thèse que l'on veut défendre. La sociolinguistique ne se contente pas d'enregistrer ces représentations (de même qu'en aucun cas on ne peut appeler sociologie l'enregistrement de ce que les acteurs sociaux disent de leur situation sociale) mais en produit, ou devrait en produire, l'analyse à la fois sociale et linguistique³.

Cette dernière réflexion fait également écho à Dell Hymes lorsqu'il écrit qu'« une certaine recherche en sciences sociales semble croire, de manière extraordinaire, que ce qu'il y a à découvrir peut être découvert en posant la question » (Hymes, 1981, 84, notre traduction)⁴.

En matière de langues, il n'est donc pas de vérité absolue, qu'elle soit révélée ou possédée par les locuteurs. La langue est une institution sociale, et en cela elle est soumise aux tensions qui traversent les sociétés ; le langage est à la fois un moyen d'agir sur ces tensions, un enjeu des débats, et le véhicule par lequel ces débats s'expriment.

3. Plan du numéro

² « Enseigner le sens de l'historicité consiste à montrer que, du langage, on ne connaît que des représentations, et qu'on n'y a pas accès directement comme à la nature des choses ; que ces représentations sont toujours culturelles, historiquement situées, et souvent intéressées au maintien de tel ou tel ordre de choses » (Meschonnic 2008, 202)

³ Citation tirée de l'article « Langues et Cité : Grandeur et misère de l'occitan », 15 août 2008, disponible à l'adresse : <http://taban.canalblog.com/archives/2008/08/15/10246124.html>.

⁴ « Some social research seems incredibly to assume that what there is to find out can be found out by asking » (Hymes 1981, 84).

L'ensemble de ce volume constitue une réponse originale aux questions posées au début de cette introduction, tout en s'inscrivant dans une double continuité. Il fait écho d'une part à certains travaux menés en Europe dans le cadre d'une anthropologie linguistique nord-américaine (par exemple Jaffe 1999 ; Urla 2012, qui abordent les conflits orthographiques en Corse et au Pays Basque) ; il fait suite d'autre part à certains travaux déjà entrepris sur le domaine d'oc. On pensera notamment au numéro 3 des *Cahiers Critiques du Patrimoine* paru en 1987 et intitulé « Graphies, idéologies linguistiques du XVI^e au XX^e siècle (Provence, Dauphine, Vallées occitanes d'Italie) ». D'autres travaux ont traité du conflit orthographique, glossonymique ou géographique en Provence (en particulier Blanchet, 2005; Blanchet & Schiffman, 2004) mais leur visée est trop explicitement inscrite dans la défense d'une position militante, et ils ne permettent pas de saisir la complexité du travail idéologique à l'œuvre.

Dans le dossier présenté ici cependant, les questions orthographiques ne sont pas le point de focalisation principal, même si l'élément graphique est largement présent dans le cas du provençal ou dans celui du valencien. Pour traiter ces questions, nous avons souhaité un numéro réellement interdisciplinaire. Ainsi, les sociolinguistes que nous sommes y côtoient, outre quelques autres sociolinguistes, un historien, une ethnologue et un sociologue.

Un premier article de Philippe Martel retrace les débats idéologiques en Provence et plus largement au sud de la France au sujet de la norme, et rappelle que les enjeux reposent davantage dans l'identité que l'on veut conférer à la Provence ainsi qu'à la définition du centre de gravité du mouvement renaissantiste méridional qu'à la langue elle-même. Les querelles actuelles puisent leur origine au 19^e siècle, et au fil du temps elles se sont complexifiées et stratifiées, mais elles renvoient toujours à la distribution du pouvoir entre Provence et Languedoc dans la définition des options du mouvement renaissantiste. Cet article est suivi de la contribution de Danièle Dossettoqui, dans une perspective ethnologique, dénoue quelques uns des fils qui tissent la toile des relations actuelles entre mouvements militants en Provence. Elle identifie notamment deux axes de différenciation entre les mouvements militants, un axe « intercompréhension » et un axe « belles lettres ». Selon son positionnement sur ces axes, on se situera plutôt dans l'unité ou l'individuation de(s) langue(s) d'oc. James Costa fait ensuite le point sur la même question d'un point de vue sociolinguistique à travers l'analyse de deux textes de pétitions déposées à la rentrée 2012 par deux mouvements militants concurrents. Il s'interroge notamment sur les peurs sociales évoquées et générées à travers ces textes, en termes d'autorité et de légitimité linguistique.

A la suite de ces trois textes sur la Provence, Vicent Flor présente un débat relativement semblable qui prend place dans la Principauté de Valence depuis la transition post-franquiste. Une tension forte existe à Valence entre partisans du valencien comme langue autonome, et défenseurs d'une langue catalane qui engloberait le catalan proprement dit, le valencien et les variétés des îles Baléares. Flor revient sur ce débat à la suite d'un important travail sociologique (Flor, 2011), et analyse les déterminants sociaux qui sous-tendent les postures en présence. Son analyse, inédite en français, permet d'affiner les oppositions entre imposition (du catalan, de l'extérieur) et résistance (des défenseurs du valencien) qui avaient été proposées jusqu'alors (par exemple par Blanchet, 2003) pour les affiner, et proposer une nouvelle lecture des tensions actuelles. Romain Colonna présente quant à lui un débat sur le corse qui a eu lieu au cours de l'année 2012 à la Collectivité Territoriale de Corse, pour identifier plusieurs positionnements qui permettent de mettre en scène, à travers une question linguistique, des postures divergentes sur la citoyenneté. Enfin, Carlos Sánchez Avendaño propose une analyse de débats idéologiques au Costa Rica parmi les Malekus, concernant la création ou le refus de création de néologismes. Il met en évidence le rôle de ces débats dans la définition d'une continuité entre l'époque actuelle et l'époque d'avant le contact avec les Hispano-costariciens ; la langue devient ainsi une véritable métaphore pour la définition du groupe et de son histoire collective officielle.

Médéric Gasquet-Cyrus propose une conclusion provisoire à ce numéro dans un texte qui synthétise, à travers sa double fonction de chroniqueur radio et de linguiste, les sommations à prendre parti et les postures à adopter pour ménager à la fois un accès aux terrains et une certaine neutralité scientifique.

Une fois de plus, et pour conclure, le présent volume ne prétend offrir ni « solution » à des conflits idéologiques, ni « vérité » scientifique détachée de tout enjeu personnel ou militant. Cependant, à partir des connaissances pointues de leurs terrains et/ou des engagements divers qu'ils y vivent, les auteurs de ces textes invitent à une meilleure compréhension des processus sociaux et politiques qui prennent les langues pour prétextes ou pour étendards. Il s'agit de questions trop complexes pour les confier à ces linguistes qui ne voient « pas plus loin que le bout de leur langue » (Meschonnic 2008, 229), ou pour se contenter de réponses certes passionnées et passionnantes, mais qui sont données de manière souvent radicale et partisane sans que les problèmes soient posés dans leur complexité, ce que nous espérons avoir proposé ici. En ce sens, ce numéro de *Lengas* se veut une invitation à poursuivre dialogues et débats, par-delà les disciplines, les chapelles et les idéologies.

Références citées

- BAYLE, Louis, *La Provence en danger (Second dossier occitan)*, Toulon, L'Astrado, 1982.
- BLANCHET, Philippe, *La langue provençale : unité et variété. Lou Prouvençau a l'escolo* (Cahier n° 4), Marseille, Centre international de recherches et d'études provençales, 1985.
- BLANCHET, Philippe, *Le provençal: essai de description sociolinguistique et différentielle*, Louvain-la-Neuve, Peeters, 1992.
- BLANCHET, Philippe, *Langues, cultures et identités régionales en Provence : la métaphore de l'aïoli*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- BLANCHET, Philippe, Occitanism and Catalanism: elements for a comparison with special reference to Provençal and Valencian, *Second Congress of Valencian Language*, Valencia, 2003.
- BLANCHET, Philippe. Droit de réponse: Catégoriser l'occitan ou les langues d'oc? Un problème épistémologique, théorique et méthodologique. *Marges linguistiques*, 10, 2005, p. 1–5.
- BLANCHET, Philippe, & SCHIFFMAN, Harold F. Revisiting the Sociolinguistics of “Occitan”: an Introduction. *International Journal of the Sociology of Language*, 169, 2004, p. 3–24.
- BLOMMAERT, Jan, The Debate is Open. In J. BLOMMAERT (dir.), *Language Ideological Debates*, Berlin & New York, Mouton de Gruyter, 1999, p. 1-38.
- BLOMMAERT, Jan, & VERSCHUEREN, Jeff, The Role of Language in European Nationalist Ideologies. In Bambi B. SCHIEFFELIN / Kathryn A. WOOLARD/ Paul V. KROSKRITY (dirs.), *Language Ideologies: Practice and Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 189-210.
- BOURDIEU, Pierre, L'identité et la représentation: éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 35(1), 1980, 63–72.
- COSTA, James, Du local au global: essai de clarification idéologique préalable. Discours concurrents et revitalisation linguistique en Provence. In F. MANZANO (dir.), *Unité et diversité de la linguistique*, Lyon, Publications du Centre d'Etudes Linguistiques / Editions de l'université Jean Moulin, Lyon 3, 2011, p. 233–255.
- COSTA, James, & GASQUET-CYRUS, Médéric, What Is Language Revitalisation really About? Competing Language Revitalisation Movements in Provence. In Mari C. JONES (dir.), *Language Endangerment: Documentation, Pedagogy and Revitalisation*, Cambridge, Cambridge University Press, à paraître.

- FLOR, Vicent, *Noves glòries a Espanya: Anticatalanisme i identitat valenciana*, Catarroja & Barcelona, Editorial Afers, 2011.
- HYMES, Dell, "In vain I tried to tell you", Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1981.
- JAFFE, Alexandra, *Ideologies in Action: Language Politics on Corsica. Language, Power and Social Process*, Berlin & New York, Mouton de Gruyter, 1999.
- KREMnitz, Georg, La langue d'oc, une et plurielle. *Langues et Cité*, 10, 2007, 7.
- KROSKRITY, Paul V. (2009). Language Renewal as Sites of Language Ideological Struggle. The Need for "Ideological Clarification." In Jon REYHNER/ Louise LOCKARD (dirs.), *Indigenous Language Revitalization: Encouragement, Guidance & Lessons Learned*, Flagstaff (Arizona), Northern Arizona University, 2009, p. 71-83.
- MARTEL, Philippe, *Les Cathares et l'Histoire : Le drame cathare devant ses historiens (1820-1992)*, Toulouse, Privat, 2002.
- MARTEL, Philippe, Du parler local à la langue : le docteur Honnorat à la découverte de l'unité de la langue d'oc. *Chroniques de Haute Provence*, 365, 2010a.
- MARTEL, Philippe. *Les Félibres et leur temps : Renaissance d'oc et opinion (1850-1914)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2010b.
- MESCHONNIC, Henri. *Dans le bois de la langue*, Paris, Laurence Teper, 2008.
- SUMIEN, Domergue, *La standardisation pluricentrique de l'occitan : nouvel enjeu sociolinguistique, développement du lexique et de la morphologie*, Turnhout, Brepols, 2006.
- SUMIEN, Domergue, Classification dei dialèctes occitans. *Linguistica Occitana*, 7, 2009, 1–56.
- URLA, Jacqueline, *Reclaiming Basque: Language, Nation and Cultural Activism*, Reno & Las Vegas, Nevada University Press, 2012.
- WOOLARD, Kathryn A. Language Ideology as a Field of Inquiry. In Bambi B. SCHIEFFELIN, Kathryn A. WOOLARD, & Paul V. KROSKRITY (dirs.), *Language Ideologies. Practice and Theory*, Oxford & New York, Oxford University Press, 1998, p. 3–47.